

Syrie : désinformation et bruits de Guerre froide...

Le remplacement de la description des faits en Syrie par une diabolisation du régime - les crimes commis par les rebelles sunnites sont généralement niés ou attribués au régime syrien - est-il le signe avant-coureur d'une intervention militaire ?



Le remplacement de la description des faits par une diabolisation du régime syrien est-il le signe avant-coureur d'une intervention militaire ? Crédit Reuters

Le président François Hollande a reconnu récemment la nouvelle "Coalition nationale" syrienne (forces anti-Bachar Al-Assad majoritairement sunnites), constituée parallèlement au Conseil National Syrien (CNS), comme l'unique représentante de l'opposition syrienne. Cette Coalition Nationale est présidée par le Cheikh sunnite Ahmad Moaz Al-Khatib, ancien Imam de la Mosquée de Damas, réputé « modéré », car se disant soufi. En réalité, Al-Khatib, proche des Frères musulmans, est un admirateur du théologien des Frères musulmans, Yousuf al-Qaradawi, le célèbre téléprédicateur qui déverse sur Al-Jazira sa haine envers les mécréants et promulgue des fatwas justifiant les attentats islamistes en Irak. Al-Khatib a d'ailleurs reçu le soutien du Président égyptien Morsi, lui-même frère musulman, qui l'a accueilli au Caire.

Quant au CNS, créé en 2011 à Istanbul sur le modèle du CNT libyen et par conséquent

appuyé par le régime AKP islamiste au pouvoir en Turquie, il est lui aussi dominé par les Frères musulmans, d'où le fait que nombre d'opposants à Bachar el-Assad et hostiles aux idées théocratiques des Frères musulmans, tel Haytham Manaa (président du CNCD, deuxième groupe d'opposition après le CNS), Michel Kilo ou même Louay Hassan (fondateur du Courant pour l'édification de l'État syrien lancé en septembre 2011) n'en sont pas membres. Et le fait que ces mouvements laïques et pacifiques ne soient pas considérés comme des interlocuteurs légitimes par les Occidentaux et leurs alliés (monarchies du Golfe, Egypte, Turquie) a de quoi inquiéter. Car les forces laïques prônent (en vain) des solutions de sorties pacifiques refusées par le CNS et la Coalition nationale. Les jusqu'aboutistes du CNS et de la Coalition ainsi que leurs armées islamistes jihadistes, qui refusent tout dialogue depuis un an, sont donc co-responsables de l'actuelle guerre civile syrienne, dont on ne connaît pas l'issue, et qui transforme peu à peu la Syrie, jadis laïque, en une nouvelle terre du Jihad.

Malgré cela, la France, grande alliée du Qatar, pays parrain des Frères musulmans, semble jouer à fond la carte des forces sunnites, majoritairement islamistes, soutenues par l'Axe Ankara-Doha-Le Caire-Gaza, abandonnant ainsi les forces laïques d'opposition, comme le déplore Randa Kassis, opposante syrienne chrétienne laïque qui préside le Mouvement de la société pluraliste. Une vision partagée par le leader historique de l'opposition pacifique, le dissident chrétien Michel Kilo, qui a créé en 1999 les Comités de la société civile et qui n'est pas membre de la coalition, jugée trop dominée par les Frères musulmans. Selon Randa Kassis et d'autres leaders laïcs, il faut certes combattre le régime, mais avec une opposition raisonnable comprenant des forces alaouites significatives convaincue d'abandonner al-Assad en échange d'une amnistie. Cette solution passe aussi par l'offre à Bachar al-Assad d'une porte de sortie, ce que propose en substance le plan Brahimi, option hélas refusée par les rebelles jusqu'aboutistes du CNS et de la Coalition nationale.

La peur des Frères musulmans

La peur des Frères musulmans et des salafistes jihadistes se fait sentir jusqu'au sein de la rébellion, elle-même divisée : on peut citer notamment les Comités locaux de coordination (LCC), dont la propre porte-parole, Rima Fleihane, déplore qu'aucune femme n'ait été élue parmi la quarantaine de membres de la direction du CNS. Les minorités alaouïtes, druzes, chiïtes et chrétiennes craignent elles aussi pour leur avenir, tout comme les Kurdes du PYD (proches du PKK turc et du Kurdistan irakien), qui combattent actuellement les salafistes dans le Nord. Nul doute que les Alaouites qui tiennent le régime et l'armée se battront jusqu'à la mort, car ce refus de tout compromis de la part de l'opposition islamiste renforce leur complexe de persécution et leur phobie de redevenir des « citoyens de seconde zone », en cas de victoire des islamistes. Rappelons que durant des siècles, la Syrie fut dominée par les Ottomans - qui appliquaient la Chariâ -, et par la majorité syrienne sunnite, qui traitait les Alaouïtes en quasi esclaves. Ceux-ci sont d'ailleurs décrits par l'Islam sunnite orthodoxe comme les pires des apostats, d'où une fatwa du célèbre juriste Ibn Taymiyya (XIV^e siècle), ancêtre du salafisme, les condamnant à mort, faute de conversion au sunnisme, ce qui les poussa à trouver refuge dans les montagnes de Syrie.